

Jean-François Gourvennec UPR

Questions du Front Démocrate aux têtes de listes régionales en Bretagne

1. Quelle politique proposez-vous pour faire des 2700 km de côtes bretonnes un atout pour le développement de la Bretagne ?
2. Quelles mesures proposez-vous afin que la Bretagne soit région pilote pour le développement durable en Europe?

C'est un véritable atout puisque la France possède la deuxième zone exclusive économique (ZEE) du monde après les USA. Il est vrai que ces côtes sont à la fois un atout économique et peut-être la promesse d'exploiter les énergies non-fossiles dans le monde de main. Au niveau national, avec son programme issu du Conseil National de la Résistance de 44, s'est engagé à réaliser trois référendums dont un concernant la politique énergétique de la France. Ce référendum se produira après qu'un grand débat national aura eu lieu sur ces questions. Vous pouvez le consulter sur notre site : www.upr.fr : rubrique notre programme

Au niveau régional, au niveau du développement durable

- **Améliorer le tri sélectif et soutenir le secteur du recyclage des déchets**
- **Soutenir le secteur des économies d'énergie, en particulier par un accent porté à la rénovation énergétique des bâtiments anciens (normes HQE)**

Au niveau régional, au niveau du tourisme

- **Développer un tourisme durable afin de préserver la beauté et la richesse des paysages et du patrimoine naturel de la région**
- **Améliorer l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite**
- **Améliorer la connaissance du patrimoine régional, notamment en promouvant les visites scolaires**

3. L'Ouest breton est caractérisé par une forte péninsularité. Quelles mesures comptez-vous mettre en œuvre pour transformer cette contrainte en force de développement et éviter un déséquilibre entre l'Est et l'Ouest de la Bretagne ?

Le déséquilibre Ouest-est de la Bretagne risque de s'empirer avec la mise en place des grandes régions. Ce projet, que personne n'a demandé, va permettre à ces euro-régions de traiter directement avec Bruxelles. C'est le retour aux provinces de l'Ancien Régime ou les mégalopoles auront tout pouvoir sur les zones plus désertifiées. Le retour du duché ou du comté de Rennes de Brest et de Nantes par rapport aux zones rurales ; Tout ce qu'avait voulu effacer justement le découpage administratif des départements le lendemain de la Révolution Française. Tout cela sous couvert des politiques libérales de l'Union Européenne et sa doctrine néo-libérale dont l'article 106 du TFUE en particulier prévoit la privatisation rampante des services publics. Cela ne va arranger en rien le déséquilibre zones rurales / villes que vous déplorerez à juste titre

4. Quelles sont pour vous les lignes de force sur lesquelles doit s'engager la Bretagne pour une nouvelle révolution agricole et agroalimentaire ?

Pour nous, la révolution agricole et agroalimentaire ne se fera que par la sortie de l'UE et de l'€. Je rappelle que c'est la commission qui a permis, par exemple, la réintroduction des farines animales en 2011. Même si l'ensemble des députés français ont voté contre (sauf Mélenchon qui s'est trompé de bouton...), l'ensemble des parlementaires européens ont voté pour, donc c'est passé. On touche là le

fond du problème. La France n'est plus qu'une seule voix parmi 28 et se retrouve vite isolée. Et comme l'article 48 du TUE précise qu'il faut l'unanimité pour modifier les traités, il est statistiquement impossible d'avoir une Autre Europe, promesse chimérique depuis 35 ans maintenant...

Le modèle productiviste agricole a été encouragé dès les années 60 et s'est poursuivi grâce aux articles 32 et 39 du TFUE dont les objectifs sont de favoriser cette course au rendement effrénée en favorisant le gigantisme de nos exploitations sur le modèle des exploitations de l'Oklahoma. Cela se traduit régulièrement par les scandales que vous connaissez (huile de moteur dans les huiles végétales) et obligent nos exploitants mal renseignés par leur syndicat majoritaire à utiliser des pesticides ou autres produits phytosanitaires pour « rester dans la course » face à des marchés mondialisés.

Les objectifs n'ont jamais été de préserver la qualité de vie, de travail, que les paysans puissent choisir eux-mêmes leurs semences (sans être obligés d'acheter celles de MONSANTO)

Au niveau régional, nous créerons à titre expérimental des circuits de distribution courts entre producteurs et consommateurs en respectant les produits de saison. Un peu même beaucoup en s'inspirant sur le modèle des AMAP.

5. Quelle politique mettrez-vous en œuvre pour faire de la culture et de l'identité bretonne des locomotives de la Bretagne de demain ?

L'identité et la culture bretonnes sont très importantes et au-delà la notion de culture nous paraît fondamentale. Il faut les préserver mais et c'est là notre différence par rapport aux autres, c'est que la culture qui est mise à mal aujourd'hui c'est la culture française pas bretonne

Nous sommes également présents pour dénoncer les euro-régions qui ne sont que le premier pas du démantèlement de la France puisque l'on force les Français (qui n'ont rien demandé) à adopter des régions plus grandes qui traitent directement avec Bruxelles. Que se passera-t-il dans 5 à 10 ans ?

Puisque la région traite directement avec Bruxelles, on se posera légitimement la pertinence de l'échelon national. A terme donc c'est bien le démantèlement de la France qui est en jeu. Le corollaire de cette vision est l'adoption de la charte des langues régionales. D'un côté on promeut l'anglo-américain au niveau national en expliquant que le Français ne vaut plus rien sur la scène internationale et qu'il enseigner l'anglais en université (projet de loi Fioraso). De l'autre côté on vous explique que vu de Quimper, d'Ajaccio et de Biarritz, la langue française est un monstre de jacobinisme qu'il faut éradiquer... Cette pseudo-incohérence est tout à fait logique en fait puisque l'échelon à abattre est encore une fois l'échelon national : ici la langue française. Or la langue n'est pas qu'un outil technique, c'est une vision du monde. Celui qui impose sa langue impose sa vision du monde.

Conséquences géopolitiques : suite à la balkanisation prévue de l'Europe à travers ces projets, il reste une question subsidiaire : Qui s'opposera demain à une nation (Chine, Russie, USA, qui eux se gardent bien de conserver leur unité nationale) qui décide d'intervenir et de frapper illégalement un pays qui ne leur plaît pas ? Vous croyez que la Bretagne (réunie à Nantes ou pas d'ailleurs), l'Ecosse et la Catalogne pourront faire face à ce rouleau compresseur et sa puissance militaire (que n'aura plus la région puisque ce n'est pas dans ses attributions...)

Au niveau régional, voici ce que nous proposons :

- Promouvoir la culture comme moyen d'ouverture sur le monde**
- Améliorer l'offre du chèque culture**
- Créer un festival du film francophone en partenariat avec le Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou**
- Maintenir et approfondir l'exception culturelle française par le soutien à la création artistique française, aux films et aux chansons françaises**
- Mettre un terme au clientélisme pour l'attribution des aides à la culture. Lutter contre la fraude à la répartition des aides des DRAC aux artistes**

- Développer l'Éducation populaire et favoriser la connaissance de l'Histoire de France par la visite de monuments emblématiques pour les élèves des lycées et collèges
- Créer une chaîne de télévision régionale afin d'assurer la médiatisation honnête de tous les courants d'opinion dans la société française
- Soutenir les médias alternatifs et indépendants qui contribuent grandement au débat démocratique.